

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 06 février 2002

Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,
Mandé SIDIBE

**Le ministre de l'Administration
Territoriale et des Collectivités Locales,
Ministre des Affaires Etrangères et des
Maliens de l'Extérieur par intérim,**
Ousmane SY

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,**
Bacari KONE

DECRET N°02-041/P-RM DU 06 FEVRIER 2002 PORTANT NOMINATION D'UN CONSEILLER CONSULAIRE.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°86-027/AN-RM du 21 janvier 1986 fixant les indices spéciaux pour les différentes catégories de personnel en service dans les missions diplomatiques et consulaires de la République du Mali ;

Vu le Décret N°337/PG-RM du 14 octobre 1986 portant application de la Loi N°86-027/AN-RM du 21 janvier 1986 ;

Vu le Décret N°99-174/P-RM du 28 juin 1999 fixant les attributions des membres du personnel diplomatique et consulaire ;

Vu le Décret N°96-044/P-RM du 08 février 1996 fixant les avantages accordés au personnel diplomatique, administratif et technique dans les missions diplomatiques et consulaires de la République du Mali, modifié par le Décret N°99-334/P-RM du 03 novembre 1999 ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le Décret N°02-004/P-RM du 07 janvier 2002 ;

Vu le Décret N°01-326/P-RM du 03 août 2001 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Monsieur **Boukary KODIO** est nommé **Conseiller Consulaire** au Consulat Général du Mali à Khartoum (République du Soudan).

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 06 février 2002

Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,
Mandé SIDIBE

**Le ministre de l'Administration
Territoriale et des Collectivités Locales,
Ministre des Affaires Etrangères et des
Maliens de l'Extérieur par intérim,**
Ousmane SY

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,**
Bacari KONE

DECRET N°02-042/P-RM DU 06 FEVRIER 2002 PORTANT MODIFICATION DU DECRET N°00-184/P-RM DU 14 AVRIL 2000 FIXANT LES MODALITES D'APPLICATION DE L'ORDONNANCE N°00-019/P-RM DU 15 MARS 2000 PORTANT ORGANISATION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°00-019/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du secteur de l'électricité, ratifiée par la Loi N°00-078 du 22 décembre 2000 ;

Vu l'Ordonnance N°00-021/P-RM du 15 mars 2000 portant création de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau, ratifiée par la Loi N°00-080 du 22 décembre 2000 ;

Vu le Décret N°00-184/P-RM du 14 avril 2000 fixant les modalités d'application de l'Ordonnance N°00-019/P-RM du 15 mars 2000 portant organisation du secteur de l'électricité ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le Décret N°02-004/P-RM du 07 janvier 2002 ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Il est ajouté au décret du 14 avril 2000 susvisé un Chapitre III-I ainsi libellé :

CHAPITRE III-I : Dispositions Spécifiques aux Biens de Transfert

ARTICLE 7-1 : Dispositions Spécifiques aux Biens de Transfert

En application des dispositions de l'article 9 de l'ordonnance portant organisation du secteur de l'électricité, il est créé une catégorie de biens appelée Biens de Transfert. Cette catégorie est constituée par l'ensemble des installations de production thermique, les lignes, canalisations, appareillages, terrains et constructions nécessaires pour le transport et la distribution d'électricité, existant à la date de mise en vigueur de l'ordonnance N°00-019/P-RM du 15 mars 2000, à l'exception des branchements des abonnés du secteur.

Les Biens de Transfert appartiennent au Concessionnaire.

Le Concessionnaire assure le maintien en bon état de fonctionnement des Biens de Transfert ainsi que le remplacement, le cas échéant, dans le cadre de son programme de maintenance et d'investissement.

A l'expiration du contrat de concession, la propriété de ces Biens de Transfert sera transférée à l'Etat à leur valeur comptable nette.

ARTICLE 2 : Le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 06 février 2002

Le Président de la République,
Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,
Mandé SIDIBE

Le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau,
Aboubacary COULIBALY

Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Bakari KONE

Le ministre des Domaines de l'Etat, des
Affaires Foncières, de la Communication,
Mme Bouaré Fily SISSOKO

DECRET N°02-043/PM-RM DU 06 FEVRIER 2002
PORTANT NOMINATION DES CHEFS DE DEPARTEMENT DU CONTROLE GENERAL DES SERVICES PUBLICS.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'Organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance N°00-051/P-RM du 27 septembre 2000 portant création du Contrôle Général des Services Publics, ratifiée par la Loi N°00-067 du 30 novembre 2000 ;

Vu le Décret N°01-067/P-RM du 12 février 2001 fixant l'Organisation et les modalités de fonctionnement du Contrôle Général des Services Publics ;

Vu le Décret N°01-118/P-RM du 09 mars 2001 déterminant le cadre organique du Contrôle Général des Services Publics ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Les Contrôleurs des Services Publics dont les noms suivent sont nommés en qualité de :

1) Chef du Département des Audits :

- Monsieur Ahmadou Frantao CISSE, N°Mle 288-76-L, Inspecteur des Finances ;

2) Chef du Département des Investigations :

- Monsieur Harouna BOUARE, N°Mle 323-81-S, Inspecteur des Douanes.

ARTICLE 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 06 février 2002

Le Premier ministre,
Mandé SIDIBE